

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 voie Gisèle Halimi
BP 31269
25005 Besançon Cedex

Besançon, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROSERUM SA (usine)

BP 17
70170 Port-Sur-Saône

Références : UID257090/SPR/CM/2025-1201A
Code AIOT : 0005901243

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2025 dans l'établissement EUROSERUM SA (usine) implanté Route de Villers 70170 Port-sur-Saône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le contexte d'investigations complémentaires dans le cadre du signalement de cas groupés de légionellose par l'Agence Régionale de Santé au mois d'août et septembre 2025. Des investigations ont été menées par les services de l'État pour identifier l'origine de la souche de légionelle à l'origine des cas groupés de légionellose. Les résultats ont orienté de nouvelles investigations vers la station d'épuration (et les effluents qui y sont déversés), et en particulier le nouveau bassin d'aération, de la société Eurosérum du fait de la détection dans cette station d'une souche de légionelles commune avec celle retrouvée chez les patients.

Ces premiers résultats ne permettant toutefois pas d'expliquer à ce stade de l'enquête ni l'origine de la souche dans le bassin d'aération de la station d'épuration (des analyses complémentaires réalisées sur les effluents issus de l'usine qui se déversent dans ledit bassin, n'ayant pas mis en évidence la présence de légionelles), ni (dans l'hypothèse où le bassin serait à l'origine de leur contamination) la voie de transfert vers les patients, une inspection sur site est diligentée pour obtenir des informations complémentaires.

La visite est effectuée conjointement par les services de la DREAL (Service Prévention des Risques et Unité Interdépartementale) et de l'Agence Régionale de Santé (Unité Territoriale Santé Environnement, et département régional prévention santé / environnement).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROSERUM SA (usine)
- Route de Villers 70170 Port-sur-Saône
- Code AIOT : 0005901243
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EUROSERUM est implantée sur plusieurs sites en France (siège social à Port-sur-Saône).

Elle emploie environ 150 personnes au sein de l'usine sise à Port-sur-Saône, spécialisée dans la production de poudre de lait infantile. Ce produit est fabriqué par déminéralisation du lactosérum (également appelé petit-lait) collecté dans les fromageries de la région. L'usine relève de la directive IED au titre du BREF FDM (industrie agroalimentaire et laitière). Elle dispose d'une station d'épuration (STEP) interne située à un peu plus de 1.5 km plus au Sud en bord de Saône pour traiter ses eaux résiduaires. L'usine est réglementée par l'arrêté préfectoral recodificatif du 14 décembre 2022.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 2 | Nature des effluents en station d'épuration | Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 3.3 | Mesures conservatoires, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 3 | Mise en service et conduite du nouveau bassin d'aération | AP Complémentaire du 24/12/2024, article 2 | Mesures conservatoires, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 4 | Rejets en sortie de station d'épuration | Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 3.4.3 | Demande d'action corrective, Mesures conservatoires | 1 mois |
| 5 | Destination des boues de la station d'épuration | AP Complémentaire du 24/12/2024, article 2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|---|-------------------|
| 1 | Plan des réseaux | Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 3.2.1 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats effectués sur site, la station d'épuration d'Eurosérum collecte des effluents provenant de l'usine Eurosérum et de la fromagerie Monts et Terroirs, qu'il convient de caractériser au regard du risque de contamination par des légionelles.

Dans l'attente des résultats de ces investigations complémentaires et par mesure de précaution, il est proposé à Monsieur le Préfet de Haute-Saône un arrêté préfectoral de mesures conservatoires imposant à l'exploitant la limitation de la dispersion de gouttelettes d'eau au-dessus du bassin d'aération. Cet arrêté impose également la mise en œuvre d'un plan d'action afin d'identifier l'origine des légionelles présentes dans le bassin d'aération, et de limiter le risque d'apports de légionelles vers le bassin.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 3.2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles |
| Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de |

secours.

Constats :

De manière à comprendre l'origine des souches de légionelles présentes dans la station d'épuration (et à limiter le risque d'une contamination future), il a été demandé à l'exploitant de présenter les ateliers produisant des effluents, leurs éventuels pré-traitements, et leur trajet d'acheminement jusqu'à la station d'épuration.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un synoptique des différents flux aboutissant à la fosse de neutralisation avant pré-traitement par méthanisation (et déphosphatation préalable pour certains effluents), puis envoi à la station d'épuration. Cette fosse de neutralisation reçoit également les effluents de la fromagerie Monts et Terroirs, voisine d'Eurosérum. Les eaux acides et les eaux sanitaires sont, quant à elles, envoyées directement à la station d'épuration.

Il est constaté que certains ateliers sont manquants sur le synoptique présenté en séance, notamment la TAR et les apports de la fromagerie. Le synoptique a toutefois été complété par l'exploitant et transmis à l'inspection en date du 28 novembre 2025.

En sortie d'usine, les effluents sortant du pré-traitement, les eaux acides, les eaux sanitaires rejoignent la station d'épuration par une canalisation enterrée qui longe le canal de Port-sur-Saône sur un peu moins de 2 km. Les plans du tracé de cette canalisation ont été transmis à l'inspection en date du 28 novembre 2025.

L'étanchéité de cette canalisation a été testée par montée en pression vannes fermées. Le test a été réalisé le 23/09/2025 et conclut à l'étanchéité de la canalisation. Le rapport du contrôle d'étanchéité a été transmis à l'inspection en date du 28 novembre 2025. En séance, l'exploitant indique qu'il n'a pas été effectué de travaux sur cette canalisation en 2025. La piste d'une contamination par le biais de cette canalisation est écartée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nature des effluents en station d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

AP d'Autorisation du 14/12/2022

L'exploitant est en mesure de distinguer les 2 catégories d'effluent suivant ;

[...]

Rejet 2 : Eaux résiduelles : Eaux de nettoyage, eaux pluviales polluées, eaux de condensât, boues du décanteur, purges de TAR, eaux acides, sortie méthaniseur, fromagerie.

APC 24/12/2024 - Article 2

Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées, et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Porter à connaissance Modification de l'unité de traitement des eaux usées industrielles du site Eurosérum Station de traitement du site - Lieu-dit Vauchoux - Port-sur-Saône (70)

Rapport n°120161/version 2- Novembre 2022 - p. 14 - § 4.1. Description des installations de traitement des effluents

La station actuelle reçoit les effluents suivants :

- Déphosphatation :
 - o Eaux anioniques : issues des étapes de régénération des résines échangeuses d'ions ; ces eaux sont très chargées en Phosphore ;
 - o Eaux saumures : issues des étapes de régénération des membranes d'électrodialyse du lactosérum.
- Méthanisation :
 - o Rejet de l'étape de déphosphatation ;
 - o Eaux de rinçage : proviennent des étapes de nettoyage (CIP) des outils de production.
- Station biologique :
 - o Rejet de la méthanisation ;
 - o Eaux acides : issues de la régénération des membranes cationiques ;
 - o Rejets de la Fromagerie Monts&Terroirs.

Constats :

Sur la base du synoptique présenté au point de contrôle précédent, il est demandé à l'exploitant d'apporter davantage de précisions quant à la nature et au volume des effluents qui alimentent la station d'épuration afin d'identifier ceux susceptibles d'être à l'origine de légionelles et de proposer un plan d'actions correctives associé le cas échéant.

L'exploitant a par ailleurs transmis à l'inspection en date du 28 novembre 2025 le suivi d'utilisation de la tour aéroréfrigérante indiquant, depuis le 1^{er} janvier 2025, les volumes d'eau d'appoint ainsi que les opérations de lavage, vidange, désinfection.

Ces précisions nécessitent un travail supplémentaire de la part de l'exploitant qui ne peut préciser tous les éléments en séance. Il est proposé à Monsieur le Préfet de Haute-Saône un projet d'arrêté préfectoral imposant ces investigations complémentaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un premier temps (1 mois) : explicitation pour chaque effluent mentionné sur le synoptique susmentionné, des conditions précises dans lesquelles l'effluent est généré : fréquence de l'opération en question, estimation du volume généré, y compris pour les purges de TAR. Le

caractère discontinu ou continu de chaque effluent sera également précisé.

Concernant l'effluent sortie du pré-traitement en particulier : communication des résultats des analyses réalisées dans le cadre du pilotage de l'installation (dont : température), y compris les analyses réalisées en dehors des analyses réglementaires (dans le cadre du pilotage d'exploitation).

Dans un second temps (2 mois) : précisions sur les caractéristiques physico-chimiques prévisibles principales de chaque effluent (acidité / basicité, température, charge en matière organique), susceptibles d'avoir un impact sur le développement de bactéries, et proposition d'un plan d'action associé pour identifier les effluents susceptibles d'être à l'origine de la souche de légionelle présente dans le bassin d'aération (ou susceptibles d'être à l'origine d'une contamination future du bassin).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures conservatoires, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Mise en service et conduite du nouveau bassin d'aération

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/12/2024, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Station d'épuration

Prescription contrôlée :

APC du 24/12/2024

Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées, et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Porter à connaissance Modification de l'unité de traitement des eaux usées industrielles du site Eurosérum Station de traitement du site - Lieu-dit Vauchoux - Port-sur-Saône (70)

Rapport n°120161/version 2- Novembre 2022 - p.22 et 23

Le volume total du bassin d'aération à installer est retenu à 9 500 m³. [...]

Les équipements associés à ce bassin sont les suivants :

- Aérateurs combinés

- o Alimentation des aérateurs par un réseau d'air en provenance des compresseurs/surpresseurs,
- o Aérateurs immergés disposés de façon uniforme dans le bassin d'aération,
- o Accès sécurisé pour effectuer la maintenance des appareils.

- Agitateurs

- o Agitateurs immergés disposés de façon uniforme le long du bassin d'aération,
- o Accès sécurisé pour effectuer la maintenance des appareils.

- Asservissement de l'oxygénation des effluents

- o Sondes Redox et/ou O₂ situées à une distance à définir de l'injection de FeCl₃,
- o Electrodes gel résistantes à la contamination et au colmatage,
- o Gamme de mesure : - 1 500 mV à + 1 500 mV / 0 à 20 mg/L,
- o Température de process : - 5 à 60°C,
- o Résistance à la salinité importante des effluents (concentration en Chlorure de l'ordre de 3 g/L

en moyenne).

Constats :

La visite d'inspection a permis de constater la configuration du nouveau bassin d'aération de la station d'épuration. Celui-ci est d'une hauteur de 10 m, situé en net surplomb par rapport à l'ancien bassin qui est semi-enterré. Le nouveau bassin d'aération est bien équipé d'aérateurs et agitateurs immergés au fond du bassin conformément au dossier de déposé par l'exploitant dans le cadre du projet.

Selon l'exploitant, la mise en service a été faite à partir du 05/05/2025 par transfert progressif des boues et effluents de l'ancien vers le nouveau bassin d'aération avec un fonctionnement concomitant de quelques semaines. Les équipements existants de dégazage et de clarification, sont conservés. La canalisation d'apport des effluents en provenance de l'usine, et la canalisation servant à la recirculation des boues (partie Est du bassin) ont été modifiées depuis la mise en service de l'installation avec une prolongation de la tuyauterie permettant un déversement immergé de ces effluents (au démarrage, les effluents étaient déversés « en cascade » depuis une hauteur de plus de 50 cm). Sur la partie Ouest du bassin, deux autres canalisations verticales servant au pompage et à la recirculation des boues ne sont pas immergées.

Selon l'exploitant le débit moyen d'effluent traité par la station est de $3000 \text{ m}^3/\text{j}$, soit un temps de séjour moyen de l'effluent d'un peu plus de 3 jours dans le bassin.

Lors de l'inspection, il est constaté un bouillonnement sur l'ensemble du bassin du fait de l'agitation et l'aération, ainsi qu'un léger « brouillard », semblant principalement généré en périphérie du bassin (c'est-à-dire, dans les zones où l'écume générée par l'aération, est repoussée / accumulée par le dispositif de circulation des eaux). Ce brouillard semble donc bien être un **aérosol de fines gouttelettes** d'eau issues du bassin, et non un simple effet de la condensation de la vapeur d'eau émise au contact d'un air froid. Il est noté que la vitesse d'émission de ces vésicules d'eau à la périphérie du bassin, est très lente.

De manière à comprendre la présence des souches de légionelles dans le bassin et la voie de transfert vers les patients, il est demandé à l'exploitant d'apporter des éléments complémentaires relatifs aux opérations de mise en service de la station et de sa conduite d'exploitation.

L'exploitant a ainsi transmis en date du 28 novembre 2025 le calendrier de mise en service avec les dates des différentes opérations associées à la mise en service de la station. Ce calendrier présente en particulier les opérations de raccordement et de transfert de l'ancien bassin vers le nouveau et les dates auxquelles les conduites situées à l'Est ont été allongées pour que leur débouché soit immergé (2 juin pour le tuyau des effluents, et 23 septembre pour le tuyau des boues).

De plus, dans l'attente des résultats d'investigation sur l'origine de la souche, et par mesure de

précaution vis-à-vis du risque de dispersion de particules d'eau il est proposé à Monsieur le Préfet de Haute-Saône un arrêté préfectoral de mesures conservatoires imposant la limitation de la dispersion de gouttelettes d'eau au-dessus du bassin et en particulier au niveau des zones les plus émissives (à savoir : la périphérie, et en particulier la zone de pompage / recirculation des boues à l'Ouest (le "déversoir")). Cette limitation pourra être mise en œuvre par des moyens temporaires permettant de mener des investigations complémentaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de fournir les éléments suivants :

- Carnet de suivi du fonctionnement de la station d'épuration,
- Suivi des hauteurs d'eau du nouveau bassin.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures conservatoires, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rejets en sortie de station d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 3.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Station d'épuration

Prescription contrôlée :

Au point de rejet n°2, les eaux industrielles doivent respecter les caractéristiques suivantes :
[...] température : 30 °C [...]

Constats :

Lors de l'inspection la température relevée sur la sonde mesurant la température dans le bassin d'aération est de 25,1 °C, ce qui est conforme à la valeur limite de 30°C imposée dans les rejets en sortie de station par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 14/12/2022. Toutefois cette température se situe dans la gamme de développement des légionelles.

***NB :** la valeur limite de température est fixée en référence à l'interdiction d'élever significativement la température du cours d'eau récepteur, et non dans l'objectif de limiter la prolifération de bactéries pathogènes.*

Le suivi journalier des températures en sortie de la station d'épuration depuis le 1^{er} janvier 2023 a été transmis à l'inspection en date du 28 novembre 2025. Ce suivi concerne à la fois l'ancien et le nouveau bassin d'aération, ainsi que la période de transition.

Le suivi des températures montre que la température des effluents sortie de bassin dépasse la température maximale autorisée de 30°C sur un nombre de 97 jours entre le 10 juin 2025 et le 17 septembre 2025 (période pendant laquelle le nouveau bassin était seul en service). La température maximale relevée en sortie de l'ancien bassin était de 28°C.

| |
|--|
| <p>Ces éléments confortent par ailleurs la demande de mesures conservatoires proposée au point de contrôle précédent concernant la limitation de la dispersion d'aérosols dans la mesure où la température des effluents se situe dans la gamme de développement des légionelles.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Concernant les dépassements de la température réglementaire de 30 °C constatés au cours de l'été 2025, il est demandé à l'exploitant de mettre en place des actions correctives pour la respecter lors des prochains épisodes de chaleur.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mesures conservatoires</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 5 : Destination des boues de la station d'épuration

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/12/2024, article 2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Station d'épuration</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>APC du 24/12/2024</u></p> <p>Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées, et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.</p> <p><u>Porter à connaissance Modification de l'unité de traitement des eaux usées industrielles du site Eurosérum Station de traitement du site - Lieu-dit Vauchoux - Port-sur-Saône (70)</u></p> <p><u>Rapport n°120161/version 2- Novembre 2022 - p. 15 - § 4.2.2 Traitement anaérobie</u></p> <p>Dans le bassin de stockage, les boues sont soit pompées et vidées dans des lagunes appartenant à Eurosérum soit déshydratées sur un filtre-pressé pour atteindre une siccité de 35%.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Selon l'exploitant, les boues sont en priorité pressées pour obtention de boues solides destinées à l'épandage, ou par défaut envoyées sur une des lagunes pour épandage également. Le bilan du plan d'épandage de 2024 montre que la commune de Port-sur-Saône n'est pas concernée par l'épandage de ces boues.</p> <p>De manière à confirmer l'absence de voie de transfert vers les patients via les boues ou le nettoyage des filtres de la presse, il est demandé à l'exploitant les compléments ci-dessous.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments suivants :</p> |

- Date des derniers nettoyages automatiques du filtre de pressage des boues.
- Description du process de ce nettoyage et de sa capacité à la dispersion de gouttelettes,
- Modifications éventuelles en 2025 des zones d'épandage par rapport au dernier document transmis à la DREAL en 2024 en particulier si des parcelles ont fait l'objet d'épandage sur la commune de Port-sur-Saône.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours